

L'intérieur de la casemate n° 8, dans laquelle se trouvait un laboratoire atomique dans les années 70. C'est là qu'on a découvert des traces de strontium, preuve irréfutable d'une activité nucléaire.

Le secret du fort d'Aubervilliers

L'armée l'a caché durant vingt ans:
un groupe de recherche nucléaire
a travaillé à l'intérieur du fort.
Et contaminé (au moins) un bâtiment.
Les militaires brouillent les pistes.
La mairie lorgne sur le terrain, mais
les casseurs de voitures défendent leur
territoire. Et les artistes s'en mêlent...

PAR JEAN-PHILIPPE DESBORDES



« Vous cherchez quelque chose? »
Le gendarme avance d'un pas décidé,
l'index menaçant, pointé vers l'avant.
« C'est un terrain militaire. Vous n'avez
rien à faire ici », dit-il en confisquant mes papiers.
De ce côté-ci du fort d'Aubervilliers, à l'ombre des
remparts envahis par la végétation, cinq tours
s'élèvent dans le ciel, tournant le dos au périphérique.
La gendarmerie reste le dernier témoin de la
présence plus que séculaire de la Grande Muette sur
cette parcelle du fort. Et dans le périmètre autour de
la caserne, on n'aime pas les visiteurs. « Surtout ces
derniers temps », plaide l'adjudant de quart, à l'abri
de la porte blindée du poste de garde. Pour justifier
la nervosité de ses hommes qui contrôlent l'identité
de toute personne pénétrant sans motif sur le
parking, il invoque des problèmes de vandalisme, les
jeunes des cités qui « s'infiltrèrent dans la caserne,
volent des autoradios et taguent les cages d'escalier ».
Ce n'est pas une sinécure. « Enfin je ne vais pas vous



raconter tous nos secrets...», conclut le sous-officier en me désignant la sortie.

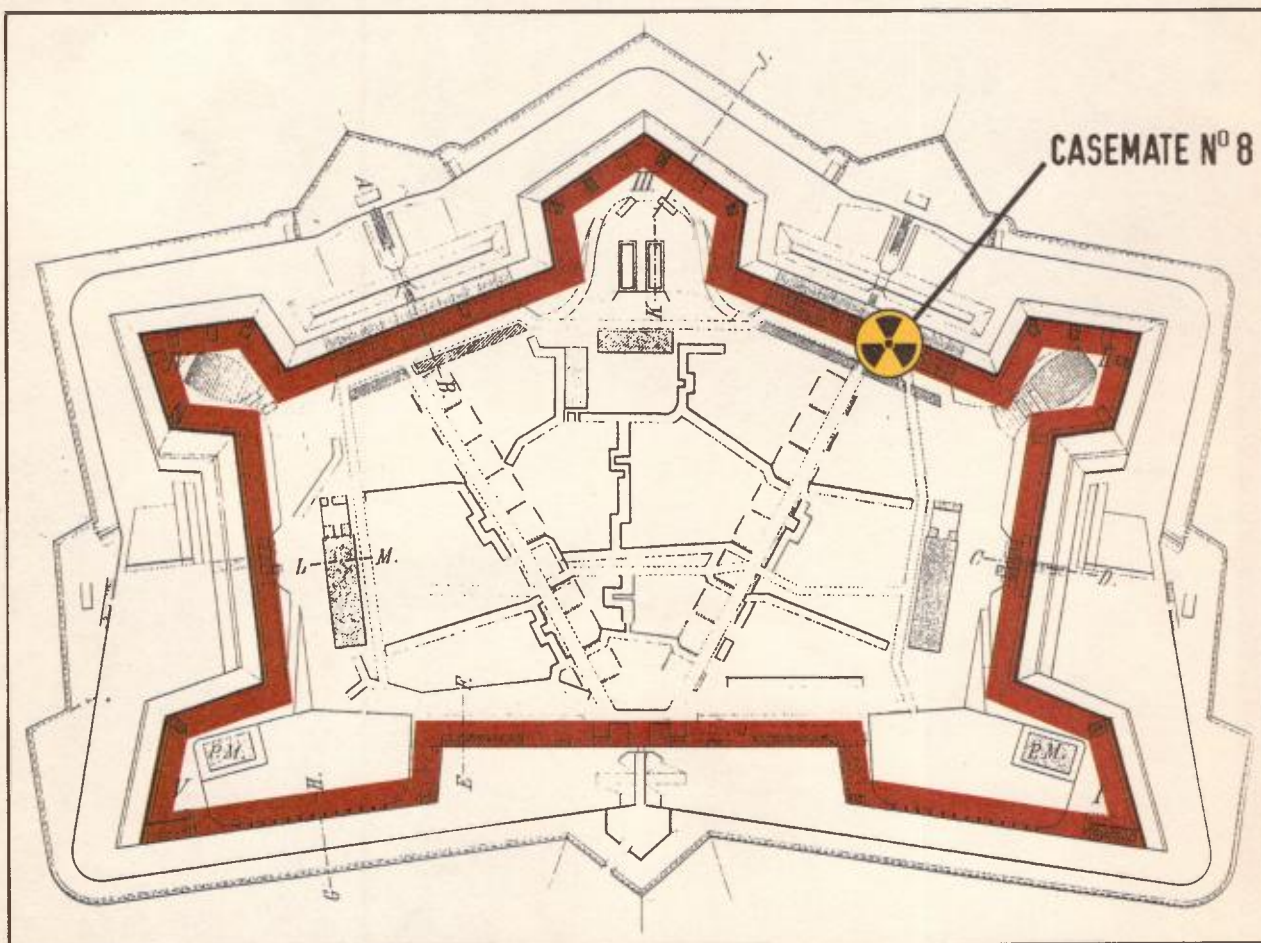
Le 18 octobre 1994, quelques jours après cette rencontre involontaire avec le gendarme, une nouvelle pièce venait justement s'ajouter à un ensemble de secrets déjà passablement compliqué. La préfecture de la Seine-Saint-Denis diffusait en effet ce communiqué laconique: «Le préfet a commandé une expertise sur la partie désaffectée du fort d'Aubervilliers afin d'en établir l'état, du point de vue de l'environnement et de la santé publique. [...] Les mesures de radioactivité effectuées le 14 octobre 1994 ont confirmé une radioactivité naturelle normale, sauf sur un point très précis d'une casemate inutilisée où la mesure établit un niveau de radioactivité faible qui a conduit à interdire son accès à titre de précaution.»

Strontium. Isotope de l'uranium. En cas d'absorption par l'homme, il se fixe principalement dans les os, où il remplace le calcium. Il multiplie les risques de cancer.

Les prélèvements effectués «sur quelques centimètres carrés à l'intérieur de la casemate n°8» par le service de contrôle de la radioactivité, expliquait la préfecture, ont en particulier permis de déceler la présence de

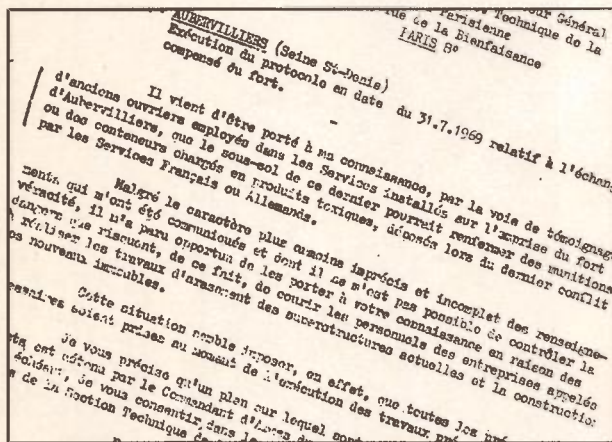
strontium, un isotope de l'uranium utilisé pour la fabrication de la bombe A. Rien que ça. Des restes de déchets atomiques dans l'une des vingt-huit casemates qui jouxtaient le mur d'enceinte quand l'armée occupait encore les 35 ha du fort.

A l'automne de 1973, l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP) est officiellement propriétaire des lieux depuis tout juste un mois, après plus de quatorze ans de négociations avec l'armée. Vingt et un ans plus tard, Claude Marguerite, aujourd'hui retraité mais à l'époque responsable de la remise en l'état des terrains pour le compte de l'Agence, se souvient parfaitement de cette matinée du 29 septembre. Le lieutenant-colonel Cataix, dernier gouverneur militaire du fort, lui avait donné rendez-vous à 9 h. Ils étaient convenus de se retrouver au milieu du terrain pour faire l'état des lieux. Marguerite était mal à l'aise. Le dossier de rachat comportait des zones d'ombre et trop de sous-entendus pour ne pas intriguer cet ingénieur de formation. Il prévoyait notamment que l'Agence foncière devrait «remettre les sols en état avant de les céder aux utilisateurs publics», les ministères



Située au sud-est du fort, la casemate n°8 vient d'être fermée au public pour cause de radioactivité. Depuis dix ans, le sculpteur Rachid Khimoune vit au-dessus de ce bâtiment contaminé.

de l'Éducation nationale, de l'Équipement, et l'Assistance publique, notamment. Et à bien relire le texte, Claude Marguerite se persuade peu à peu que la « remise en état des sols » ne concerne pas seulement la démolition de quelques bâtiments. Il soupçonne un vice caché. Mais sa hiérarchie lui demande de faire vite. Le terrain a coûté 18 millions de francs; il faut le déblayer rapidement pour y installer les futurs locataires et dissuader d'éventuels squatters. Claude Marguerite décide de faire appel aux services de Pierre Lavergne, un ancien quincailleur devenu ferrailleur, installé dans le fort depuis 1969. A lui de vider les casemates, en tirant profit des matériaux récupérés. Pierre Lavergne n'a pas hésité, surtout quand il a vu les plaques recouvrant l'intérieur d'une des bâtisses: 600 kg de plomb, qu'il peut vendre 7 F le kilo. Soit, au total et en valeur d'aujourd'hui, 35 000 F qui n'attendent que d'être démontés et vendus. Il estime qu'il lui faudra deux jours pour tout emporter et donne rendez-vous à ses ouvriers le lundi suivant. Sauf qu'à l'heure dite, l'entrée a été condamnée. « Quelqu'un avait même accroché des panneaux "Danger, contamination" sur les portes », se souvient Pierre Lavergne aujourd'hui.



L'armée, pourtant connaissait les risques: le 27 octobre 1972, dix mois avant la vente, le colonel Chadal écrit au futur propriétaire du fort que « [...] le sous-sol pourrait renfermer des munitions ou des conteneurs chargés en produits toxiques ».

Et, lorsqu'il pénètre à nouveau dans le bâtiment, trois jours plus tard, le ferrailleur découvre que les plaques de plomb ont disparu. Spontanément, il y voit le coup d'un concurrent, « sans doute le contremaître de l'une des entreprises de démolition chargées d'effectuer des travaux dans le fort ». Malgré le communiqué de la préfecture, il n'en démord pas. Cette affaire de radioactivité n'est qu'une nouvelle « entourloupe » pour le faire décaniller. « C'est là ! », dit le lieutenant-colonel à Claude Marguerite en arrivant devant l'entrée de la casemate

n°8, située à l'autre bout de l'actuelle gendarmerie. Visiblement, en cette matinée d'automne de 1973, lui, et lui seul, sait que les problèmes pourraient venir de cette bâtisse. A-t-il été mis au courant par les services du renseignement militaire que Pierre Lavergne a l'intention de s'emparer du plomb recouvrant la casemate, et veut-il l'en empêcher? Toujours est-il que, à l'époque, le mur du nord-est est flanqué de vingt-six unités mitoyennes, et la casemate n°8 se situe au milieu d'un ensemble. « Il va falloir que nous fassions des mesures de contrôle avant que vous ne

28 août 1973: vente du fort par l'armée.
Superficie: 35 hectares.
Occupés par:
 - une soixantaine d'entreprises
 - une caserne de gendarmerie.
 - 3 artistes.
En attendant la création d'une cité des arts.

procédiez aux travaux d'arasement de la casemate », prévient le militaire. « Cela ne prendra pas plus d'un jour ou deux. » Le contretemps paraît fâcheux au représentant de l'AFTRP

et, comme le retard demeure inexpliqué, il n'en éprouve que davantage de trouble. Pourquoi la casemate n°8, et pourquoi ce luxe de précautions? Claude Marguerite fait contre mauvaise fortune bon cœur.

Durant quarante-huit heures, les militaires investissent l'endroit. Une trentaine d'hommes portant des combinaisons en amiante et des compteurs Geiger passent le fort au peigne fin, dans la plus grande discrétion. Détail aggravant, l'armée insiste auprès de l'AFTRP pour que les mesures de contrôle soient effectuées, à la demande du nouveau propriétaire, même si celui-ci ne sait pas précisément de quoi il retourne. « Mission accomplie », dira trois jours plus tard le lieutenant-colonel Cataix à son supérieur. A Claude Marguerite qui l'interroge lorsqu'ils descendent tous deux dans les casemates, le militaire explique qu'« ici travaillaient, dans les années 20, Frédéric Joliot-Curie et sa femme Irène. Ils faisaient des expériences sur le radium. » Claude Marguerite n'en saura pas plus. L'armée, elle, se couvre immédiatement. Le 18 octobre 1973, le général Mangin, adjoint du gouverneur militaire de Paris, commet une note dans laquelle il donne le résultat de cette première sonde: « une radioactivité dix à vingt fois supérieure à celle d'une montre, donc inoffensive » a été décelée. La note ajoute que « l'attention du représentant de l'Agence foncière a été attirée sur ce fait et sur l'intérêt qu'il y aurait à condamner l'accès de ces installations en attendant leur démolition ».

L'armée a-t-elle réellement communiqué la nouvelle à l'AFTRP? Le fait est que la casemate n°8 abritant en son sein le strontium n'a pas été détruite. Car, de l'impératif de reconverter cette surface, il n'est évidemment rien sorti. Durant vingt ans, le fort a

vécu l'existence chaotique des édifices désaffectés. A la fois sinistre et mystérieux, au point que les gens d'Aubervilliers hésitent encore à s'y promener et répugnent à en parler. Du coup, en 1994, malgré les cités surpeuplées qui l'entourent, le fort demeure une enclave étrangère à la commune et à ses habitants. Il suffit d'entendre ce que l'on en dit dans les bars des cités ouvrières de la ville ou dans les quartiers qui longent le périphérique. Les riverains racontent les trafics de voitures volées, les camions immatriculés dans les pays de l'Est, que l'on croit voir entrer et jamais ressortir, et des histoires incroyables de règlements de comptes, de salles de jeux et d'abattoirs clandestins. Il y aurait même une salle de boxe «privée» dans l'un des bastions. Le fort aiguise l'imagination; fantômes et fantasmes s'y côtoient sans que l'on puisse dire que tout cela est exagérément entretenu. A titre d'exemple, si l'on en croit le registre du commerce, soixante-quatre entreprises ont élu domicile à l'intérieur de l'enceinte, mais le promeneur non averti pourra arpenter les sentiers dans tous les sens, il ne verra ici que des casses de voitures et des sentiers pelés.

Claude Marguerite avait vivement conseillé de rencontrer Pierre Lavergne, l'ancien quincaillier, déménageur occasionnel, devenu patron d'une casse de voitures. «Vous verrez, il connaît tous les secrets», avait-il assuré. Au téléphone, Pierre Lavergne a immédiatement confirmé l'histoire de la disparition du plomb et rendez-vous a été pris dans son bureau, à côté de la maison de l'ancien gardien. Bedonnant, la soixantaine, le front en sueur, l'accent rocailleux, dont les intonations donnent à son récit une allure de tragi-comédie, Pierre Lavergne vit depuis vingt-six ans une histoire d'amour avec le fort. Autant de souvenirs qui valent selon lui «acte de propriété». C'est à ce titre qu'il revendique la tranquillité des lieux, et la sienne par la même occasion. Peu lui importe que l'Association des locataires du fort d'Aubervilliers – qu'il a fondée et dont il est le président sans partage – serve d'abord son pouvoir. En maître des lieux, souverain truculent d'un petit peuple d'ouvriers carrossiers, Lavergne se moque du qu'en-dira-t-on. Il ne répugne pas non plus à avouer que son association a servi à engager des vigiles en juillet 1984. Cet été-là, le fort d'Aubervilliers, avec celui d'Ivry, accueille «Fêtes et Forts», première manifestation culturelle de la toute nouvelle mission Banlieues 89. Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, les deux animateurs du projet, ont l'idée d'utiliser Aubervilliers pour organiser des concerts de rock. Pierre Lavergne se souvient parfaitement de cette «initiative» qui a déversé dans «son» fort plusieurs centaines de jeunes. «Fallait voir tous ces

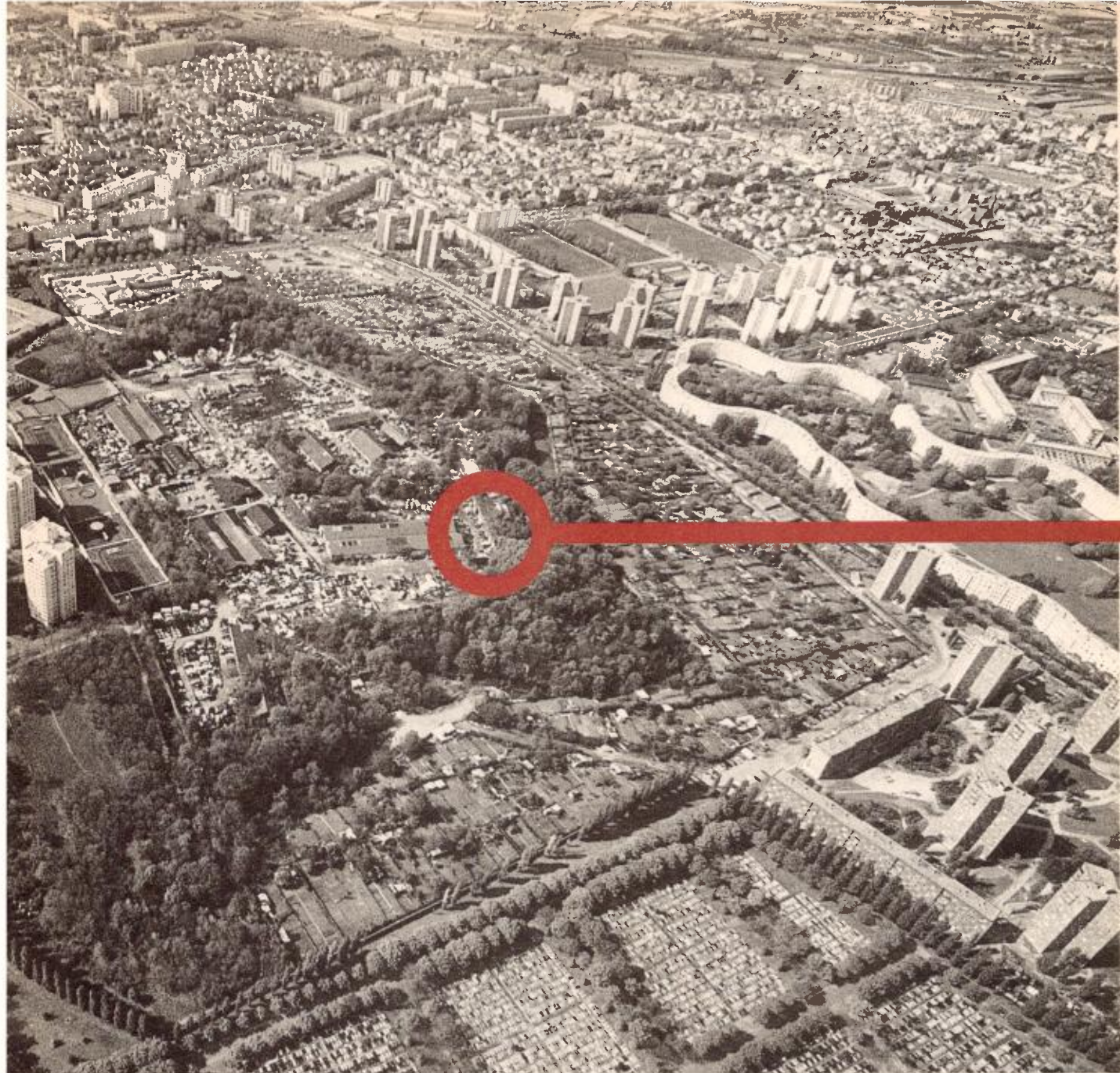


MARC GAUBERT

Vue aérienne du fort d'Aubervilliers et situation de la casemate n°8. Autour, le cimetière de Pantin. Une enceinte sinistre et mystérieuse, au point que les gens d'Aubervilliers hésitent à s'y promener. A droite, la cité des Courtillères.

types débarquer avec leurs crêtes de coq et leurs crânes rasés! Ils m'ont créé des tas de problèmes. Des punks avaient même élu domicile dans les voitures. On a dû régler cela nous-mêmes», conclut-il avec un sourire carnassier.

S'il a réussi à préserver «son» fort des projets des architectes de Banlieues 89, Pierre Lavergne n'a pas pour autant évité la venue du sculpteur Rachid



Khimoune, qui débarque en 1984, avec la collaboration de Mélik Ouzani, un peintre installé depuis longtemps à Aubervilliers.

Pour parvenir jusqu'à Rachid, il faut emprunter un sentier à travers un sous-bois. Son atelier est perché sur les remparts, en plein air, tout en haut. D'un côté, les immeubles sales marquent le territoire déglingué de la banlieue; de l'autre, au large, le périphérique déroule ses voiles, ce qui fait dire aux enfants de la cité des Courtilières que «le périphérique est un miroir qui renvoie le soleil» de la capitale. Les sculptures de Rachid sont posées sur le sol. «Au départ, je m'étais installé en bas dans un

baraquement situé sur le terre-plein du fort. Mais, en rentrant de vacances, je me suis aperçu que le local avait été loué à quelqu'un d'autre, alors je me suis installé sur les hauteurs.» Funeste décision. A cette époque, Rachid ne peut se douter que ce déménagement l'amène juste au-dessus d'un endroit qui, à première vue, ne se distingue pas du reste: la casemate n°8, repérée par la préfecture de la Seine-Saint-Denis. Depuis, Rachid vit sur un nid de strontium.

En 1987, deux autres artistes suivent Rachid dans les dédales du fort. En 1990, le Théâtre équestre Zingaro s'installe en bordure du fort. Petit à petit, le lieu se fabrique une vocation culturelle. «Une cité des arts!»